

Arrêté préfectoral n° 157-DDPP-24 en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement mettant en demeure la Communauté de Communes Pays entre Loire et Rhône exploitant l'installation de collecte et traitement de déchets située sur le territoire de la commune de Saint-Symphorien-de-Lay, de respecter les prescriptions générales applicables aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique n°2791 de la nomenclature des installations classées

Le Préfet de la Loire

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;
Vu l'arrêté préfectoral du 13/07/23 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;
Vu l'arrêté ministériel du 22/12/23 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2791 ;
Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°20-DDPP-2016 du 12/01/16 du site de transit, tri, regroupement de déchets dangereux et non dangereux de la Communauté de Communes Pays entre Loire et Rhône ;
Vu le rapport de l'inspection des Installations Classées en date du 15 avril 2024 faisant suite à l'inspection du 9 avril 2024 ;

CONSIDÉRANT les non-conformités relevées suite à l'inspection du 9 avril 2024, notamment en ce qui concerne les tonnages journaliers de déchets verts broyés et le bassin de rétention des eaux ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant exerce une activité de broyage de déchets verts dans des quantités très largement supérieures aux quantités autorisées dans l'arrêté préfectoral n°20-DDPP-2016 du 12/01/16, sans disposer de l'autorisation requise ;

CONSIDÉRANT que le bassin de rétention du site ne permet pas le confinement des eaux polluées ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où ils ne permettent pas de garantir l'absence d'impact de l'installation sur des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la Communauté de Communes Pays entre Loire et Rhône pour son site de collecte et traitement de déchets de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 02 mars 2023 et de l'arrêté du 02 mai 1997 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du même Code ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Loire

ARRÊTE

Article 1 – Objet

La Communauté de Communes Pays entre Loire et Rhône, exploitant l'installation de collecte et traitement de déchets située sur le territoire de la commune de Saint-Symphorien-de-Lay devra, dans les délais indiqués suivants la date de réception de la mise en demeure :

- sous 6 mois, déposer un dossier de demande d'enregistrement au titre de la rubrique 2794 (broyage de déchets verts non dangereux) de la nomenclature des Installations classées afin de régulariser la situation administrative du site, via le site Service-public.fr ;
- sous 2 mois, transmettre un plan d'actions accompagné d'un calendrier de travaux permettant la mise en conformité du bassin de rétention des eaux polluées et du système de gestion des eaux de ruissellement du site. Le calcul de la capacité de confinement nécessaire sera réalisé grâce à la règle D9A, accessible via le lien <https://www.actu-environnement.com/media/pdf/news-36278-guide-cnpp-D9A.pdf>

Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 II du Code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Lyon. Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. Il est d'un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la LOIRE pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – le sous-préfet de Roanne le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, le directeur départemental de la protection des populations et le maire de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques.

Saint-Étienne, le 13 JUIN 2024

Pour le Préfet
et par délégation.
Le Secrétaire Général

Dominique SCHUFFENECKER

Copie adressée à :

- Communauté de communes Entre Loire et Rhône
- Sous-préfecture de Roanne
- Mairie de St-Symphorien de Lay
- DREAL
- Archives
- Chrono